



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 08 DÉCEMBRE 2023**

L'an deux mille vingt trois, le huit décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénac, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

QUENTRIC-BOWMAN Morgane

Excusés

BERVAS Viviane (pouvoir à RIOU Michel)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à KERLAN Frédéric)
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
CALVEZ Gilles (pouvoir à QUILLEVERE Séverine)
ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à TRMAL Marie-France)
LE BRONNEC Erwann (pouvoir à APPELGHEM Ludovic)

Absents

LANGUENOU Céline, NOWAK Carine

Conseil de Communauté du 8 décembre 2023
Délibération n°DCC2023_200

| | |
|--------------|--|
| Objet | Mise en place du forfait mobilité |
| Rapporteur | Bernard GOALEC |
| Service | Service Ressources Humaines |
| Thème | Ressources humaines |

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

La Communauté s'est engagée dans la construction d'une politique mobilité ambitieuse depuis 2020 à destination des habitants et des acteurs du territoire. Celle-ci s'est notamment traduite par le transfert de la compétence mobilité en juillet 2021 et l'adoption d'un Plan Mobilité en décembre 2022. Une des actions de ce Plan vise l'accompagnement des employeurs du territoire dans la mise en place de solutions de mobilité pour leurs salariés.

Afin de s'inscrire en cohérence avec la politique mobilité de la Communauté, et faire preuve d'exemplarité en matière de transition des modes de déplacements, une réflexion est engagée pour la mise en place d'un plan de mobilité employeur à destination des agents de la Communauté. Certaines actions visant la réduction des déplacements ou l'information des agents sur les services existants ont déjà été engagées par la Communauté.

Mise en place du «Forfait Mobilités Durables»

Afin de lancer cette démarche employeur globale, il est proposé aux élus la mise en œuvre d'une première action structurante susceptible de toucher l'ensemble des agents et des modes de transports, à travers la mise en place du «forfait mobilités durables» pour les agents de la Communauté.

Le «forfait mobilités durables» a pour objectif d'encourager les agents publics à recourir davantage aux modes de transport durables, tels que la pratique du vélo (mécanique ou à assistance électrique), le covoiturage ou l'utilisation de services permettant la baisse des émissions de gaz à effet de serre, pour la réalisation des trajets domicile-travail.

Il s'agit d'un dispositif facultatif, subordonné à la prise d'une délibération pour les collectivités territoriales.

Principe :

Ce dispositif concerne les fonctionnaires stagiaires, titulaires, et agents contractuels de droit public ou de droit privé.

Par exception, un agent ne peut pas y prétendre s'il bénéficie déjà d'un logement de fonction sur son lieu de travail, d'un transport collectif gratuit entre son domicile et son lieu de travail, ou encore s'il est transporté gratuitement par son employeur.

Le forfait mobilités durables consiste à rembourser tout ou partie des frais engagés par un agent au titre des déplacements réalisés entre sa résidence habituelle et son lieu de travail :

- Soit avec son propre vélo, y compris à assistance électrique, soit avec un engin personnel de déplacement motorisé non-thermique du type trottinette, mono-roues, gyropode
- Soit en tant que conducteur ou passager en covoiturage
- Soit en utilisant un service de mobilité partagée : véhicule en libre-service ou autopartage.

Modalités d'octroi :

1- montant du forfait mobilités durables

Le montant du forfait est de maximum 300€ par an, exonéré de l'impôt sur le revenu ainsi que de la contribution sociale sur les revenus d'activité. Il se calcule selon une base forfaitaire correspondant à des paliers de nombre de jours de déplacement :

- 100 € lorsque le nombre de déplacement est compris entre 30 et 59 jours
- 200€ lorsque le nombre de déplacement est compris entre 60 et 99 jours
- 300 € lorsque le nombre de déplacement est de 100 jours ou plus.

Pour les agents à temps partiel ou à temps non complet, le nombre de jour de déplacement annuel est modulé en fonction de la quotité de temps de travail de l'agent.

Pour pouvoir en bénéficier, l'agent doit utiliser l'un des moyens de transport éligibles pour ses déplacements domicile-travail pendant un minimum de 30 jours sur une année, l'agent peut utiliser alternativement l'un ou l'autre des moyens de transport au cours d'une même année pour atteindre le nombre minimal de jours d'utilisation.

2- demande du bénéfice du forfait mobilités durables

Le bénéfice du forfait mobilités durables est subordonné au dépôt par l'agent d'une déclaration sur l'honneur certifiant l'utilisation de l'un des moyens de transport éligibles, au plus tard le 31 décembre de l'année au titre duquel le forfait est versé. Si l'agent a plusieurs employeurs publics, la déclaration est déposée auprès de chacun d'entre eux.

3- contrôle par l'employeur

L'autorité territoriale dispose d'un pouvoir de contrôle sur le recours effectif au covoiturage et sur l'utilisation du vélo, en demandant tout justificatif utile à cet effet. Exemple : facture d'achat, d'assurance ou d'entretien du vélo, relevé de facture ou paiement d'une plateforme de covoiturage ou attestation sur l'honneur du co-voitureur si effectué hors des plateformes ou attestation issue du registre de preuve de covoiturage.

4- mise en paiement du forfait

Le forfait est versé l'année suivant celle du dépôt de la déclaration sur l'honneur et son versement incombe à l'employeur auprès duquel la déclaration a été déposée.

Si l'agent a plusieurs employeurs publics et qu'il a bien déposé une déclaration sur l'honneur auprès de chacun d'entre eux, le montant du forfait versé par chaque employeur est déterminé en prenant en compte le total cumulé des heures travaillées. La prise en charge du forfait par chacun des employeurs est calculée au prorata du temps travaillé auprès de chacun.

Le versement du forfait mobilités durables est cumulable avec le versement mensuel de remboursement des frais de transport publics ou d'abonnement à un service public de location de vélos.

Toutefois, un abonnement à un service de mobilité partagée ne peut donner lieu à la fois au remboursement mensuel par l'employeur et au versement mobilités durables.

Ce dispositif exclut le remboursement des assurances que l'agent acquitte au titre du moyen de transport utilisé par l'agent, ainsi que toute indemnisation pour les dommages subis par celui-ci.

Les agents doivent signaler sans délai tout changement de leur situation individuelle de nature à modifier les conditions de la prise en charge.

DÉLIBÉRATION:

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu le décret n°2022-1557 du 13 décembre 2022 modifiant de décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du «forfait mobilités durables» dans la fonction publique territoriale,

Vu l'arrêté du 9 mai 2020 pris pour l'application du décret n°2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du «forfait mobilités durables» dans la fonction publique d'État, modifié par l'arrêté du 13 décembre 2022,

Vu l'avis du comité social territorial du 15 novembre 2023,

Vu l'avis favorable de la Commission ressources du 24 novembre 2023

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 31 octobre 2023

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : valide la mise en place d'un plan de mobilité employeur à destination des agents,

Article 2 : instaure à compter du 1^{er} janvier 2024, le versement du forfait mobilités durables,

Article 3 : inscrit les crédits nécessaires en dépenses au chapitre 012 du budget de la CAPLD.